

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 03/04/2026

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NDC FOUNDRY

9 rue Pennevert
ZI du Canal des Soeurs
17300 Rochefort

Références : 0007204029/2026/237
Code AIOT : 0007204029

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement NDC FOUNDRY implanté 9 rue Pennevert ZI du Canal des Soeurs 17300 Rochefort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NDC FOUNDRY
- 9 rue Pennevert ZI du Canal des Soeurs 17300 Rochefort
- Code AIOT : 0007204029
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NDC Foundry exploite une fonderie sur le site de Rochefort dont les principaux clients sont les équipementiers automobiles et hydrauliques. La fonte produite est une fonte grise lamellaire. Elle fonctionne 24h sur 24, 5 jours sur 7. Elle emploie 75 salariés.

La direction du site a changé au 01/01/2023. L'ancien directeur reste président du groupe.

Le site est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral n° 09 - 3019 du 10/08/2009 modifiant les prescriptions imposées à la société NDC Foundry implantée sur la commune de Rochefort et un arrêté préfectoral complémentaire du 22/04/2022 relatif notamment aux quantités de déchets sur place.

Un projet de modification des moyens de fusion est en suspens. Une première phase de travaux (automatisation du transport de métal en fusion) est réalisée. Un deuxième arrêté préfectoral complémentaire, également en date du 22/04/2022, réglementera les installations à compter de la mise en service des fours électriques.

Il est également à noter que par décision du Tribunal de commerce de la Rochelle du 24 juin 2025, la société est placée sous procédure de redressement judiciaire désignant pour administrateur judiciaire SELAS ARVA Administrateurs Judiciaires Associés et pour mandataire judiciaire SCP DELPHINE RAYMOND.

En décembre 2025, la période d'observation a été renouvelée pour une période de 6 mois. Une audience diligentée par le tribunal de commerce aura lieu mi-avril 2026 afin de statuer sur le devenir de l'établissement.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déchets	AP Complémentaire du 22/04/2022, article 3	Avec suites, Demande d'action corrective, Amende	Levée de mise en demeure, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Vérification périodique - désenfumage	Arrêté Préfectoral du 10/08/2009, article 7.5.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
3	Autosurveillance des niveaux sonores	AP Complémentaire du 10/08/2009, article 9.2.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Incidents ou accidents	AP Complémentaire du 10/08/2009, article 2.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite inopinée a pour objectif initial de vérifier les quantités de poussières métalliques présentes sur site, suite à la réponse de l'exploitant du 17/03/2026, relative à la phase contradictoire d'un arrêté portant amende administrative.

Elle a également été l'occasion d'échanger avec l'exploitant sur les derniers éléments de réponse qu'il a transmis sur la non-conformité des installations de désenfumage et les résultats des mesures de bruit. L'exploitant est invité à mettre en œuvre les actions permettant un retour à la conformité sur ces problématiques.

Compte tenu des éléments transmis et des constats effectués lors de la visite, il est proposé à Monsieur le Préfet de ne pas signer l'arrêté portant amende relatif aux quantités stockées de poussières métalliques, revenues à leur niveau autorisé.

En revanche, un nouvel arrêté de mise en demeure relatif aux modalités de gestion des déchets et à la mise en conformité des installations de désenfumage est proposé à la signature de Monsieur le Préfet.

En outre, il est à noter qu'un incident a eu lieu pendant la visite sur la zone de défournement. Un rapport d'incident a été demandé à l'exploitant afin d'identifier les causes probables de ce dernier ainsi que les actions préventives et correctives mises en œuvre. L'exploitant a transmis l'analyse de l'incident le 25 mars et procédé à sa déclaration en ligne le 30 mars 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/04/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets produits
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/02/2026• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Amende
Prescription contrôlée : <p>Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Poussières de fusion (source : dépoussiérage fusion) : tonnage généré = 300 t/an ; capacité tampon maximale sur le site : 75 t- Poussières métalliques (source : dépoussiérage parachèvement) : tonnage généré = 147 t/an ;

capacité tampon maximale sur le site = 100 t

- Noir de carbone (source : captage excès C₂H₂) : tonnage généré = 70 t/an ; capacité tampon maximale sur le site = 50 t

- Sables (source : résidus noyaux et moules) : tonnage généré = 171 t/an ; capacité tampon maximale sur le site = 40 t

- Crassier (source : résidus de défournement + réfractaires + boues) : tonnage généré = 535 t/an ; capacité tampon maximale sur le site = 130 t

- Laitier (source : granulation) : tonnage généré = 1650 t/an ; capacité tampon maximale sur le site = 400 t

[...]

Constats :

À l'issue de la visite du 05/05/2025, Monsieur le Préfet a signé un arrêté de mise en demeure en date du 12/08/2025, obligeant notamment l'exploitant à revenir pour les déchets de poussières métalliques et de fusion présents sur site, à des quantités stockées autorisées par son arrêté.

Lors de la visite du 27/02/2026, l'inspection a constaté que la quantité totale de poussières métalliques n'était pas conforme à la capacité tampon maximale sur site de 100 tonnes. Elle a proposé à Monsieur le Préfet une sanction administrative pour non-respect d'un arrêté de mise en demeure avec la signature d'un arrêté portant amende à l'encontre de l'exploitant.

Dans le cadre de la phase contradictoire de cet arrêté de sanction, l'exploitant a transmis différents justificatifs d'enlèvement de déchets de poussières métalliques pour lui permettre de revenir sous la limite autorisée.

Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté un inventaire établi le matin même, qui fait état d'une quantité de déchets de poussières métalliques de 48 sacs.

Or, l'inspection constate la présence de 72 sacs. L'exploitant indique une erreur d'identification des sacs ou de report dans le tableau de suivi par le salarié qui a procédé au décompte. Les 72 sacs représentent une quantité estimée à 90 tonnes (densité 1.25), ce qui est conforme à la capacité tampon maximale sur site de 100 tonnes.

L'inspection propose donc à Monsieur le Préfet de ne pas signer l'arrêté d'amende.

Concernant les poussières de fusion, l'inventaire établi le matin même fait état d'une quantité de 91 sacs. Ce chiffre est conforme au décompte fait par l'inspection sur site. La quantité totale de poussières de fusion est estimée à 60 tonnes, ce qui est conforme à la capacité tampon maximale sur site de 75 tonnes.

L'inspection propose la levée de la mise en demeure du 12/08/2025 sur le point relatif à la quantité de déchets de poussières métalliques et de fusion.

En revanche, le tableau de suivi des quantités de déchets fait état ce jour, pour le crassier et le laitier, de tas à remettre dans les limites matérialisées.

En effet, l'inspection constate que ces déchets sont stockés en dehors des zones identifiées par l'exploitant et que, pour le crassier, la quantité présente est supérieure à celle normalement autorisée (zone de stockage décalée et environ 1,2 fois plus grande que celle normalement définie).

De plus, l'inspection souligne que les modalités et implantations de stockage ne correspondent pas toutes au plan d'implantation des déchets. Certains déchets de poussières sont notamment

<p>stockés sur une zone enherbée et non sur la zone de parking à proximité immédiate. L'exploitant ne respecte pas les dispositions de son arrêté préfectoral sur les déchets.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le préfet un nouvel arrêté de mise en demeure pour ce qui concerne le respect des modalités de stockage des déchets sur le site (quantités et localisation).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant assure en permanence le respect des quantités maximales de stockage de déchets sur le site dans les zones d'implantation correspondantes définies dans son plan de stockage. L'exploitant renforce la matérialisation de l'emplacement des îlots de stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Vérification périodique - Désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2009, article 7.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>À la suite de la demande de l'inspection lors de la visite de mai 2025, l'exploitant a transmis, par courriel du 20/03/2026, le rapport de vérification des installations de désenfumage (Société EMIS, réf. 42217EMI, contrôle du 18/12/2025). Ce rapport fait état de 22 lanterneaux hors service sur les 28 équipements contrôlés. À ce stade, l'exploitant n'a pas engagé ces travaux.</p> <p>L'inspection propose donc à Monsieur le préfet un arrêté préfectoral de mise en demeure de remettre en fonctionnement les moyens de désenfumage des installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant procède à la remise en état des installations de désenfumage et justifie de leur conformité en transmettant un nouveau rapport de vérification qui conclut à la conformité des installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Autosurveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/08/2009, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit des installations
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/08/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites sont établies en référence à l'arrêté ministériel du 20 août 1985. Ces mesures (effectuées suivant le cahier des charges fixé par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997) sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Les niveaux sonores en limites de propriété ne devront pas dépasser les niveaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de jour (7h à 20h) : 70 dB(A) • de nuit (22h à 6h) : 60 dB(A) • Périodes intermédiaires : 70 dB(A) (6 h à 7h et 20h à 22h) <p>Des contrôles de la situation acoustique de l'ensemble de l'établissement devront être effectués aux frais de l'exploitant sur demande de l'inspecteur des installations classées. Le choix de l'organisme sera soumis à son approbation. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'août 2025, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre une étude de bruit des installations réalisée par un organisme qualifié et de l'accompagner des mesures correctives, le cas échéant.</p> <p>Par courriel du 20/03/2026, l'exploitant a transmis le rapport de la société APAVE de mesures des niveaux sonores en référence à l'arrêté du 23 janvier 1997 (N° de rapport - Version : 135259533-001-1 ; Date : 17/03/2026).</p> <p>Lors de la campagne de mesures, les installations fonctionnaient de manière habituelle, selon les informations fournies par l'exploitant. Mais il est à noter que le pont roulant est indiqué en panne. Ce rapport conclut que les installations ne respectent pas toutes les dispositions applicables. Le niveau limite est dépassé en un point en période nocturne.</p> <p>Le rapport n'est pas conclusif pour ce qui concerne les niveaux mesurés au niveau des zones à émergence contrôlée, du fait que des mesures de niveaux sonores résiduels ont été réalisées</p>

<p>pendant un arrêt seulement partiel des installations, et non un arrêt complet.</p> <p>Il est indiqué un potentiel de gêne pour le voisinage pour les conditions de mesures existantes lors de l'intervention. En effet, les émergences diurnes et nocturnes seraient probablement plus élevées si l'usine avait été arrêtée complètement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet une étude de bruit des installations réalisée par un organisme qualifié, conforme à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (dont arrêt complet des installations pour mesurer les émergences), conclusive sur l'ensemble des mesures et prenant en compte le fonctionnement de toutes les installations.</p> <p>Le cas échéant, elle est accompagnée des mesures correctives définies et d'un échéancier de réalisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Incidents ou accidents

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/08/2009, article 2.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incidents ou d'accidents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pendant la présente visite, un incident s'est produit sur la zone de parc dédiée au refroidissement du résidu de défournement. Une légère explosion a eu lieu au sein de ce résidu qui a fait des projections de matières à environ 2/3 mètres autour du tas et produit un peu de fumée. Aucun blessé n'est à déplorer.</p> <p>Le 30/03/2026, l'exploitant a procédé à la télédéclaration de l'incident dont il avait transmis l'analyse à l'inspection par courriel du 25/03/26.</p> <p>Selon lui, l'origine est probablement liée à de l'eau sous la dalle, un trou rempli d'eau étant très proche de tas de défournement. Cet événement a entraîné également le soulèvement localisé d'un fragment de dalle béton. L'exploitant indique que des mesures immédiates ont été prises pour sécuriser la zone, et des actions correctives et préventives sont engagées (mise en place d'un</p>

revêtement au sol et d'un bas de vidage, sécurisation de la zone après défournement, traçabilité des activités).

L'exploitant est invité à conduire une réflexion globale sur le revêtement de sol de la zone de défournement. Ce point sera examiné lors d'une prochaine visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite